

Questions orales

Si mon honorable collègue ne croit pas ce que je dis, il devrait aller en parler avec l'Association des manufacturiers canadiens qui, depuis le milieu des années 50, demandent aux gouvernements successifs de supprimer la taxe de vente existante et, plus récemment, d'introduire une taxe comme la TPS tout simplement parce que cela améliorera la position des entreprises manufacturières canadiennes.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Si le ministre ne me croit pas, il devrait peut-être aller en parler avec des dizaines d'entreprises partout au Canada qui vont être durement frappées à titre d'entreprises de traitement intérieur par ce changement de la fiscalité. Des milliers d'emplois sont en jeu dans le secteur des pièces automobiles et des machines. Le gouvernement est au courant du problème depuis mai dernier. Pourquoi a-t-il refusé d'écouter? Pourquoi a-t-il introduit le 29 octobre un règlement qui fait payer la TPS à ces entreprises manufacturières, alors qu'il sait que cela va nuire à ces entreprises, à leurs employés et aux localités où elles sont établies d'un bout à l'autre du pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est une déformation de l'effet que la taxe sur les produits et services aura sur les entreprises manufacturières. Il est vrai que les entreprises manufacturières obtiennent un crédit pour la taxe directe sur les ventes des fabricants qu'elles paient sur leurs coûts d'exploitation, mais il est également vrai qu'elles n'obtiennent pas de crédit pour les taxes de vente fédérales indirectes qu'elles paient déjà aujourd'hui.

M. Langdon: Vous êtes passé à côté de l'essentiel.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Il dit que je suis passé à côté de l'essentiel. Mais en toute déférence, monsieur le Président, je crois que c'est plutôt lui qui passe à côté de l'essentiel.

• (1450)

[Français]

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les maires et les dirigeants de Makivik et de Kativik, des communautés de la région du nord du Québec, soit Nunavut, sont inquiets de l'application de la TPS au nord du Québec. Est-ce que le ministre des Finances peut nous dire aujourd'hui le pour et le contre de l'application

de la TPS pour les habitants de Nunavut, au nord du Québec?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, la TPS remplacera une taxe de vente qui est actuellement en place et qui est déjà responsable des coûts et des prix plus élevés dans le Nord canadien. Le crédit de taxe s'appliquera sur les coûts de transport actuellement gonflés par la taxe de vente fédérale sur les carburants comme l'essence et le carburant diesel.

J'ajouterai, à l'intention de l'honorable député, que les modifications que le gouvernement a apportées au régime des allocations aux habitants du Nord canadien en étendra le bénéfice à un certain nombre de personnes qui n'y étaient pas admissibles auparavant.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. Des Canadiens des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon, du Labrador et du Nord du Québec sont à Ottawa aujourd'hui parce qu'ils ne sont pas du même avis que le ministre sur les conséquences de la taxe qu'ils auront à subir.

Dans les localités du Nord canadien, le coût de la vie peut être deux fois plus élevé que dans les autres régions du pays.

Étant donné que, pour les habitants du Nord, la TPS s'ajoutera à un coût de la vie qui est déjà nettement supérieur, le ministre aura-t-il au moins l'honnêteté d'admettre que la TPS est une autre mesure discriminatoire dont auront à souffrir les habitants du Nord canadien?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, au risque de répéter certains des points que j'ai fait valoir à l'instant en réponse à mon collègue, je rappellerai qu'une taxe est déjà incluse dans le coût de la vie des habitants du Nord. À titre d'exemple, une taxe est actuellement comprise dans le coût des aliments. Celle-ci sera toutefois supprimée avec l'adoption de la TPS. Par conséquent, mon honorable collègue a tort de ne s'attacher qu'à certains aspects de la taxe de vente qui est en vigueur au Canada.

Qui plus est, parce que la TPS sera avantageuse pour les industries qui exploitent les ressources et qui sont de grands employeurs dans le Nord canadien, elle aura un effet bénéfique sur l'économie des régions septentrionales.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, quand ce ministre se rendra-t-il compte qu'il a des responsabilités envers tous les Canadiens, et non pas seulement envers les quelques amis qu'il lui reste à Bay Street? Quand commencera-t-il à écouter ces gens qui